



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADES DE FRANCE
DANEMARK, FINLANDE, NORVÈGE et SUÈDE
SERVICE RÉGIONAL AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ



Chroniques Nordiques

Numéro 26 / Octobre 2017

Le service régional des affaires sociales et santé a le plaisir de vous adresser le 26^e numéro de sa chronique nordique sur les champs suivants :

- **Affaires sociales**
- **Travail, Emploi, formation professionnelle et dialogue social**
- **Santé et protection sociale**
- **Droit des femmes, enfance et famille.**

Toutes vos suggestions pour l'améliorer seront les bienvenues.

Remerciements à notre stagiaire Lucie Jaeger, ainsi qu'à Eeva Hanhiniemi (Finlande), Malene Valeur (Danemark), Cécile Aubert (Norvège), et Ylva Rehnberg (Suède) et Léo André (SER pays nordiques) qui nous font parvenir leurs revues de presse.



DANEMARK

Population totale	5,669,000
Revenu national brut par habitant (\$ internationaux PPA)	44 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	79/82
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	100/60
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant (\$ int.)	4,782
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	10.8
Taux de fécondité	1.7*

Source : OMS, 2015
*Banque mondiale, 2015

Affaires sociales

Education

Les libéraux demandent des réductions d'impôt et des investissements dans l'éducation

Le parti libéral de l'opposition suggère des réductions d'impôt d'environ 22 milliards de couronnes dans sa motion budgétaire. Il demande également un investissement de 9.5 milliards de couronnes (997 millions d'euros) dans l'éducation pour 2018, justifié par l'augmentation préoccupante du nombre d'élèves qui quittent le système scolaire sans diplôme. Selon Jan Bjørklund, chef du Parti libéral, un défi majeur pour le pays est de parvenir à intégrer le nombre croissant de réfugiés, au risque de voir apparaître de nombreuses difficultés sociales dans les prochaines années. L'investissement est destiné à proposer des journées de formation pour tous les enseignants, des revalorisations de salaires pour ceux exerçant dans les zones sensibles et à promouvoir une scolarité prolongée pour les réfugiés nouvellement arrivés.

Manque d'instituteurs dans le secteur préscolaire

Selon Statistics Denmark, le nombre d'enfants en forte augmentation, atteindra 60 000 en 2025, alors que le recrutement des instituteurs dans le secteur préscolaire ne suit pas cette tendance. L'Union danoise des éducateurs de la petite enfance et de la jeunesse estime un manque de quelque 8 500 éducateurs, difficiles à recruter. Le président du Comité du personnel des administrations locales considère que les structures d'accueil de la petite enfance devraient avoir recours à des assistants ayant une formation plus courte pour combler ce manque.

Plus d'écoles privées sous surveillance

L'école privée musulmane DIA Privatskole à Copenhague a été mise sous surveillance et invitée à prouver qu'elle répond à trois exigences : l'indépendance vis-à-vis d'intérêts extérieurs, la conformité aux normes éducatives de l'école nationale danoise et la préparation des élèves à la démocratie. "Il s'agit notamment d'évaluer l'égalité entre les sexes", a déclaré Susanne Clausen, directrice adjointe de l'Agence nationale pour la qualité de l'éducation. Plusieurs autres écoles sont sous surveillance, tandis que Al-Salam Skolen et Iqra Privatskolen font l'objet d'un examen minutieux par l'Agence.

Le Conseil de Copenhague favorable à l'intervention de travailleurs sociaux dans les écoles musulmanes

Une majorité du Conseil de Copenhague a voté en faveur de l'intervention de travailleurs sociaux auprès des élèves des écoles privées musulmanes, comme c'est déjà le cas depuis 2015 dans certaines écoles publiques de la ville dont la composition sociale est similaire.

Revaloriser la profession enseignante

Pour le journal de centre-gauche Politiken, réagissant à une récente étude sur le manque de prestige des enseignants, il est indispensable de revaloriser la profession enseignante et de porter à 5 ans la durée de leur formation qui aurait un aspect théorique et pratique (niveau maîtrise), et qui serait évalué chaque année.

Migration

Le contrôle aux frontières continue

Le ministère de l'Immigration et de l'Intégration a annoncé que les contrôles frontaliers du Danemark, qui devaient s'achever le 12 novembre, seront prolongés de six mois jusqu'au 12 mai 2018. La ministre Inger Støjberg s'est exprimée à ce sujet : « Nous constatons malheureusement que les pressions exercées sur les frontières extérieures de l'Europe sont encore très faibles et nous ne pouvons pas fermer les yeux sur la grave menace terroriste contre le Danemark. Le gouvernement a donc jugé nécessaire que les contrôles aux frontières se poursuivent ».

Chiffre des migrations

L'immigration totale en 2016 était de 94 365 et l'émigration de 61 078 personnes, soit une immigration nette de 33287 personnes. En ce qui concerne les citoyens étrangers au Danemark, Statistics Denmark indique que 463 147 citoyens étrangers ont été recensés en 2016, dont 229 098 ressortissants de pays occidentaux et 234 049 ressortissants de pays non occidentaux. Le plus grand nombre de nationalités occidentales au Danemark en 2016 provenait de Pologne (35 323), suivie de l'Allemagne (23 709) et de la Roumanie (22 409). Parmi les nationalités non occidentales, le plus grand nombre venait de Turquie (28 832), suivi de la Syrie (21 553) et de l'Irak (12 586). Quelque 15 000 personnes ont obtenu la nationalité danoise en 2016, les trois premiers pays occidentaux venant de Suède (277), d'Islande (238) et de Pologne (174). Parmi les pays non occidentaux, les trois premiers étaient l'Irak (2 917), l'Afghanistan (1 621) et la Somalie (995), suivis de près par la Turquie (977). Par rapport aux années précédentes, un nombre exceptionnellement élevé de Russes (232), de Birmanais (132), d'Indiens (211) et de Chinois a été enregistré.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Accord tripartite sur la formation continue

Le 29 octobre, le gouvernement et les partenaires sociaux danois ont conclu, après 4 mois de négociation, un accord tripartite sur la formation continue des adultes pour la période 2018-2021. Cette initiative fait suite à l'accord tripartite sur la formation des jeunes de 2016 et à un rapport présenté au Parlement en mai 2017 destiné à évaluer la formation continue pour adultes. Le contenu de cet accord découle des constats présentés :

- Une économie en manque de main d'œuvre qualifiée (ingénieurs, techniciens ...)
- Un manque de connaissances de base (lecture/écriture) qui touche près de 600 000 adultes et pour qui la remise à niveau reste difficile
- Une nécessité de renforcer les compétences de la main d'œuvre déjà qualifiée pour améliorer son employabilité et son adaptation.

L'accord porte sur toute une série de mesures accompagnées de financements conséquents (plus de 200M. d'€) pour, notamment :

- Doter un fonds destiné à la reconversion
- Renforcer les compétences de base, la formation numérique, la formation en anglais, détecter les lacunes et élargir les domaines concernés par l'éducation préparatoire des adultes (FVU)
- Améliorer la qualité des formations dispensées et leur adaptabilité aux besoins des entreprises, encourager la flexibilité et la personnalisation des programmes de formation
- Augmenter l'allocation accordée à ceux qui suivent des cours de formation continue, désormais pris en charge à 100% pour les programmes de formation de base et faciliter leur inscription
- Rembourser aux entreprises le trop-perçu sur leurs contributions non utilisées et instaurer un réajustement des allocations en fonction des demandes.
- Assurer la reconnaissance, sur le marché du travail, des compétences acquises à la suite d'un programme de formation.
- Donner accès à un guichet unique d'information et de conseils pour les entreprises et les travailleurs.

Les sociaux-démocrates et le parti populaire danois se disent favorables à l'accord et ont indiqué qu'ils voteraient en faveur des éléments de l'accord qui nécessiterait une réforme de la législation. L'objectif est de permettre aux entreprises d'obtenir un meilleur accès à la main-d'œuvre qualifiée et créer un cadre favorable au développement de compétences adaptées aux évolutions du marché du travail.

Le Premier ministre promet plus d'emplois dans les provinces

Le Premier ministre Lars Løkke Rasmussen, lors de son discours sur l'état de l'Europe, a promis de déplacer plusieurs milliers d'emplois publics vers la province danoise s'ajoutant aux 2 500 emplois publics qui ont déjà quitté la capitale. Les institutions concernées déménageront en décembre.

Tensions au sein de l'entreprise Postnord, les employés danois se disent « pris en otage »

"Nous sommes 8 500 travailleurs danois qui estiment que vous et le gouvernement suédois nous avez pris en otage", écrit Eigil Johannesen, représentant des employés de Postnord au sein du syndicat danois HK, dans une lettre ouverte au ministre suédois de l'entreprise et de l'innovation Mikael Damberg (S) publié dans Svenska Dagbladet. Les tensions entre les gouvernements danois et suédois, en désaccord sur l'avenir de l'entreprise Postnord, sont nées d'un manque de ressources financières. 3 milliards de couronnes suédoises seraient nécessaires pour assurer une reprise suffisante, somme qui devrait, pour le gouvernement suédois, être financés par le Danemark, étant donné que c'est la partie danoise de l'entreprise qui a causé le plus de pertes.

Un accord a finalement été trouvé : PostNord continuera à livrer le courrier jusqu'à la fin de 2019 bénéficiant d'un plan de sauvetage de 1.7 milliard de couronnes

Emploi et main d'œuvre

Depuis 2010, le nombre d'emplois non pourvus dans le secteur de l'informatique par manque de main-d'œuvre qualifiée a augmenté de 130% pour s'élever aujourd'hui à 3 600 emplois. Selon le cluster informatique BrainBusiness, c'est un problème qui va s'amplifier et qui freine la croissance des entreprises. Une enquête menée par l'organisation IT-Branchen auprès de plusieurs entreprises informatiques au Danemark montre également l'ampleur du problème : une entreprise sur trois a dû renoncer à pourvoir un poste informatique l'an passé et plus d'une entreprise sur quatre a dû refuser des commandes à cause du manque de main-d'œuvre, alors que d'autres (59%) ont été obligées de reporter des projets de développement de produit et d'innovation.

Santé et Protection sociale

Retrait de l'exigence d'augmentation de productivité dans les hôpitaux

Le gouvernement a décidé de reporter au budget 2019 l'exigence d'augmentation de 2% de la productivité dans les hôpitaux nationaux, sans augmentation de financement. La ministre de la Santé, Ellen Trane Nørby, a déclaré que cette exigence a été « un facteur anxigène » qui réduit la qualité des soins fournis aux patients.

Report d'opérations faute de budget pour les réaliser

L'hôpital universitaire de l'île de Seeland a été contraint de reporter un grand nombre d'opérations à l'année suivante parce que son budget était dépassé. Selon les rapports de TV East et Politiken, l'hôpital doit économiser 25 millions de couronnes cette année. Entre autres opérations, 26 patients atteints de calculs rénaux devront attendre le traitement jusqu'à l'année prochaine.

La jeunesse danoise est en bonne santé mentale

Selon une enquête réalisée auprès de 75 000 jeunes par l'Institut national de la santé publique, jusqu'à 80% des jeunes lycéens danois et 60% des lycéennes sont considérés comme étant en bonne santé mentale. L'enquête est la plus grande enquête jamais réalisée sur la santé mentale des jeunes. L'enquête révèle également que moins de 5% des garçons et 10% des filles ont une santé mentale fragile et sont insatisfaits de leur vie.

Le régime de retraite danois applaudi

Selon le dernier classement du consultant international Mercer et de l'Australian Center for Financial Studies, c'est le Danemark qui aurait « le meilleur » système de retraite sur les 24 pays étudiés, devant les Pays-Bas et l'Australie. Les pays nordiques sont dans l'ensemble bien placés avec la Norvège, la Finlande et la Suède classées du 4ème au 6ème rang. Le classement repose sur une série d'indicateurs qui cherchent notamment à mesurer la soutenabilité et la viabilité des systèmes en vigueur, la clarté et la compréhension des règles (régime harmonisé ou non, existence de niches) et la situation financière des futurs retraités. Pour chaque pays un score allant de « E » (système insatisfaisant) à « A » (système particulièrement solide) est attribué. Le Danemark est le seul pays nordique ayant obtenu un « A ».

Droits des femmes/ Enfance/ Famille

De retour à Copenhague une mère arrêtée pour enlèvement

La mère de deux enfants âgés de 4 et 7 ans a été arrêtée pour avoir enlevé ses enfants au Brésil, privant leurs pères de la garde. Alors qu'elle les avait accusés d'être violents et maltraitants, les autorités danoises ont été incapables de documenter la violence ou la toxicomanie et, en mars 2016, ont accordé la garde intégrale de l'aîné à son père. Suite

Chroniques nordiques n°26 – Service Affaires sociales et Santé pour les Pays Nordiques

à cette décision, la mère avait décidé de quitter le Danemark avec ses enfants et était, depuis lors, recherchée par Interpol.

Des parents accusés d'excision condamnés à 9 mois de prison

Les parents de deux jeunes filles de 8 et 15 ans d'origine somalienne, accusés d'avoir permis des mutilations génitales lors d'un voyage en Afrique en 2015, ont été déclaré coupables, mais leurs peines ont été réduites de 1,5 an à 9 mois au motif que la Cour n'a pas pu prouver quels effets ces mutations auraient eu sur les jeunes filles.

Moins d'un tiers des candidats aux élections locales sont des femmes

31,8% des candidats aux élections locales de novembre sont des femmes, en augmentation par rapport au dernier tour des élections locales en 2013 où seules 30,8% étaient des femmes. Selon Ulrik Kjær, professeur de sciences politiques à l'Université du Danemark du Sud, la faible représentation des femmes pourrait être due au fait que les partis ont d'autres priorités : « ils veulent de jeunes candidats, des candidats issus de minorités ethniques, des candidats issus de différents domaines professionnels. Les partis savent aussi que les électeurs ne sont généralement pas aussi intéressés par la répartition des sexes ».

Réduction du montant des allocations familiales

Le gouvernement prévoit de réduire pour 2018 le montant des allocations versées aux familles de plus de 3 enfants, représentant 13.5% des familles danoises. Les trois quarts des familles touchées par ce plan sont d'origine étrangère selon une analyse du Conseil économique du mouvement syndical pour l'information.

Une augmentation du nombre de mariages

De plus en plus de Danois décident de se marier, selon Statistics Denmark. Les chiffres pour 2016 montrent que le nombre de mariages a augmenté pour la troisième année consécutive avec 30 767 mariages, soit 1 900 de plus qu'en 2015.



FINLANDE

Population totale	5,504,000
Revenu national brut par habitant (\$ internationaux PPA)	38 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	78/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	114/51
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant (\$ int.)	3,701
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	9,7
Taux de fécondité	1.8

Source : OMS, 2015
*Banque mondiale, 2015

Affaires sociales

Education

Projets du ministère de l'Education

Le ministère de l'Education a publié, hier, sa vision pour 2030 concernant les universités. Il souhaite diminuer leur nombre (14 actuellement) et encourager les étudiants à terminer rapidement leurs études. L'objectif est que la moitié des jeunes adultes de 25 à 34 ans soient diplômés du supérieur, contre 40 % actuellement. Le ministère souhaite également augmenter le niveau de la recherche finlandaise et créer des pôles d'innovation qui pourraient attirer des chercheurs internationaux. L'objectif serait d'investir plus de crédits dans la recherche et le développement et de porter la part de crédits à la recherche à 4 % du PIB au lieu des 3 % actuellement.

Migration

Des demandeurs d'asile convertis au christianisme

L'Office national de l'immigration (Migri) a été saisi pour réévaluer la situation de 800 demandeurs d'asile du fait qu'ils se sont convertis au christianisme. Depuis 2015, des centaines de demandeurs d'asile ont rejoint des paroisses pentecôtistes, notamment à Helsinki, Rauma et Pori. La paroisse Saalem de Helsinki, qui est la plus grande des communautés pentecôtistes du pays, propose des activités en arabe. L'office considère qu'une partie de ces conversions ne sont pas authentiques et sont faites pour prétendre à l'asile pour persécutions religieuses.

Protection des demandeurs d'asile déboutés

8% des Finlandais interrogés sont favorables au fait de cacher des demandeurs d'asile déboutés pour les protéger d'un renvoi dans leur pays. Parmi les personnes qui se disent favorables, on compte une plus forte proportion de personnes âgées de 18 à 29 ans et d'électeurs de l'Alliance des gauches, des Verts et du PSD. Pour la vice-présidente de l'Alliance des gauches, Hanna Sarkkinen, le fait que 79% des Finlandais interrogés n'acceptent pas de cacher des déboutés de l'asile s'expliquent principalement par leur refus de désobéir à la loi.

Divers

Violence des jeunes en hausse

Dans la région de Pirkanmaa, la criminalité des jeunes a augmenté, liée à l'usage de drogues et stupéfiants et les victimes sont dans la plupart des cas, elles aussi des mineurs.

Etat des lieux en prison : plus de prisonniers étrangers, plus de prisonniers en prison ouverte

Le nombre de prisonniers étrangers a fortement augmenté : environ 20% des prisonniers sont aujourd'hui de nationalité étrangère contre 9% il y a dix ans. En mai, il y avait dans les prisons finlandaises des personnes de 68 nationalités différentes. Les plus nombreux sont les Estoniens, suivis des Irakiens et Roumains. De plus en plus de prisonniers exécutent leur peine dans des prisons ouvertes : 35% aujourd'hui contre moins de 25% il y a dix ans. Il y a actuellement environ 2000 personnes en prisons fermées et 850 en prisons ouvertes. A l'avenir, plus de la moitié des prisonniers pourraient être placés en prisons ouvertes. Le coût d'une journée en prison fermée est de 200€ contre 120€ en prison ouverte.

Un projet de Grande Mosquée controversé

Le ministère de l'Intérieur a remis à la municipalité d'Helsinki son avis concernant le projet de Grande Mosquée, destinée aux sunnites qui constituent la majorité des 70 000 musulmans finlandais. Le ministère a souligné la difficulté pour les Finlandais de surveiller les sources de financement en provenance de l'étranger, plus précisément des pays du Golfe, qui pourraient prôner des interprétations radicales de l'islam. Le Ministère des Affaires étrangères évoque le risque que les relations tendues dans la région du Golfe se reflètent en Finlande à travers ce projet.

Décision de la Sécurité sociale mise en cause

Selon la Cour administrative de Turku, la décision de la sécurité sociale (Kela) de refuser à un demandeur d'asile sans papiers une allocation de RMI au motif qu'il séjournait temporairement en Finlande serait contraire à la Constitution. Kela avait considéré que la subsistance de la personne en question relevait de la commune.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Le temps de travail a augmenté pour moins de la moitié des salariés et surtout pour les femmes suite au pacte de compétitivité

L'Institut d'études statistiques a rendu un rapport sur le pacte de compétitivité, mis en place en 2016, et ayant prévu une augmentation non compensée de 24 heures sur le temps de travail annuel et un transfert des cotisations patronales sur les salariés. Si en théorie, le pacte couvre 90% des salariés, les augmentations de temps de travail ne concernent que 43% des salariés, plus souvent les femmes que les hommes et est plus souvent observée dans le secteur public. Certaines branches se sont dissociées du pacte dès le départ, et dans certains secteurs, on s'est mis d'accord localement sur des solutions différentes. La confédération du patronat EK réfute les chiffres de l'Institut d'études statistiques, soupçonnant que certains salariés ne se soient pas rendus compte de l'augmentation du temps de travail car répartie sur l'année entière. EK estime aussi que, dans le rapport, l'accent est mis sur de très petites entreprises.

Négociations salariales

Alors que la plupart des syndicats de salariés demandent une augmentation des rémunérations en 2018 suite à l'amélioration des perspectives économiques du pays, le patronat met en garde contre toute hausse qui remettrait en cause les bénéfices de la modération salariale des récentes années. Suite à la proposition de reconduction de la convention pendant 12 mois sans augmentation de salaires, l'industrie forestière, qui constitue la branche la plus importante au niveau des exportations, a suspendu les négociations depuis plusieurs semaines. Or, un conflit pourrait facilement engendrer des pertes de centaines de millions d'euros au secteur.

Cent emplois supprimés à Patria

A l'issue de négociations salariales, la société d'industrie de défense et d'aviation Patria, dont l'Etat finlandais est le premier actionnaire, supprimera 101 emplois d'ici la fin de l'année, pour des raisons économiques, de production et de remaniements des activités de la société. Sur les 1 600 personnes employées par Patria en Finlande, 1 300 se trouvaient concernées par les négociations. Les suppressions seront effectuées par la voie de licenciements, de départs à la retraite, de l'externalisation de certaines activités, du non renouvellement de CDD.

Débat sur les travailleurs non européens

Le ministre de l'Emploi Jari Lindström a reçu les partenaires sociaux pour discuter de la possibilité de faciliter l'emploi des travailleurs non européens en Finlande. Actuellement, dans de nombreux secteurs, l'octroi d'un permis de travail pour ces personnes est sujet à un avis favorable de l'administration du travail. Or, plus d'une centaine de députés préparent une initiative pour alléger cette procédure au motif qu'elle ne défend pas les droits des travailleurs finlandais mais plutôt menace l'activité économique. Cette initiative a cependant suscité des critiques notamment dans le syndicat du bâtiment, mais les partenaires sociaux s'accordent sur le fait qu'il sera important d'attirer de la main d'œuvre étrangère en Finlande, que les problèmes sont complexes et pas simplement liés à l'existence ou non d'un avis favorable des autorités de l'emploi.

Santé et Protection sociale

Réformes des services sociaux et de la santé

Les partis du gouvernement, le Rassemblement national, le Centre et l'Avenir bleu, se sont mis d'accord sur le principe de la liberté de choix de l'opérateur pour la réforme des services sociaux et de la santé. Si le patient ne choisit pas un prestataire, il relèvera automatiquement, pendant deux ans, du centre régional de services publics. La réforme entrera en vigueur en 2020, et les Finlandais pourront choisir leur prestataire à compter de l'année suivante. Dans la version précédente de la réforme, les patients qui n'auraient pas choisi de prestataire, auraient relevés du service le plus proche, qu'il soit public ou privé. Avec l'introduction de la liberté de choix des patients, le risque que les cabinets privés monopolisent le secteur des soins spécialisés est souvent avancé. Ces soins représentent 37 % des dépenses en soins de santé et sont parmi les plus courants. Les spécialistes craignent qu'il n'en soit plus ainsi si la réforme est adoptée.

Loi sur la santé en question

La présidente du parti populaire suédois Anna-Maija Henriksson a présenté une proposition de loi pour permettre aux petits hôpitaux régionaux de continuer à faire des opérations nécessitant une anesthésie au-delà de 2018. En effet, selon la nouvelle loi sur la santé proposée par le Parti du Centre, qui doit entrer en vigueur en 2018, ces opérations seraient transférées aux hôpitaux centraux ; 29 députés dont 6 centristes ont signé cette proposition.

Sans domicile fixe

La cause des SDF a été promue, hier, à l'occasion de la manifestation « nuit des personnes sans logement » qui s'organise tous les ans. Helsingin Sanomat fait état du nombre de SDF en Finlande, qui s'élevait à 6644 en 2016. La majeure partie (plus de 5400) de ces personnes sont hébergées de façon temporaire par des amis ou de la famille, des centaines logent dans des refuges, alors que plus de 400 personnes passent leurs nuits dehors. La moitié des SDF sont helsinkiens, et environ 1400 sont des femmes.

70 000 jeunes de moins de 30 ans en situation d'exclusion

La dernière récession économique a provoqué une augmentation de l'exclusion des jeunes, et notamment des garçons. Le coût de l'exclusion s'élève à 1,4 milliards d'euros par an, soit 20 000 euros concernant chaque jeune sans formation ni emploi. La fondation Me (Nous) qui lutte contre l'exclusion, a pour objectif de l'éradiquer chez les

enfants et les jeunes d'ici 2050. La fondation s'efforce de fournir des informations à l'usage des décideurs sur l'évolution de l'exclusion et des facteurs à l'origine du phénomène. Prévenir l'exclusion sociale des jeunes est également un objectif du gouvernement et un groupe de travail pour lutter contre les inégalités a été créé au début de l'année.

Augmentation des ventes de boissons alcoolisées

La Finlande reste un pays de consommateurs de bières (400 millions de litres vendus en 2016) malgré un recul de 9% depuis 2010, mais les habitudes de consommation de boissons alcoolisées ont tendance à se diversifier, rapporte une étude sur la consommation entre 2010 et 2016. La consommation de vin blanc a augmenté de 5%, celle de rosés de 38%. Les boissons les plus en vogue sont les vins effervescents (+29%, 6 millions de litres) et le champagne (+23% 0,5 millions de litres) et la bière artisanale (+341% à 17,5 millions de litres).

Droits des femmes/ Enfance/ Famille

La situation socio-économique des couples a un impact sur leur longévité

Helsingin Sanomat rend compte d'une étude selon laquelle la situation socio-économique des parents semblerait avoir un lien important avec les formes et compositions familiales. 43 % des enfants de mères sans diplômes ont connu le divorce (ou la séparation) de leurs parents avant d'avoir atteint l'âge de la scolarité, contre seulement 12% des enfants des mères diplômées. Marika Jalovaara, chercheur à l'Université de Turku, insiste sur l'impact des politiques publiques sur les différentes formes familiales pour éviter une augmentation des inégalités.



NORVÈGE

Population totale	5,211,000
Revenu national brut par habitant (\$ internationaux PPA)	66 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	80/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	73/47
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant (\$ int.)	6,347
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	9.7
Taux de fécondité	1.8

Source : OMS, 2015
*Banque mondiale, 2015

Affaires sociales

Migration

Demandeurs d'asile mineurs isolés

Le quotidien *Dagbladet* consacre plusieurs pages aux cas de demandeurs d'asile mineurs ayant obtenu un permis de séjour temporaire et risquant d'être renvoyés dans leur pays d'origine à leur majorité. L'article se penche sur le cas de plusieurs Afghans qui quittent la Norvège pour se rendre ailleurs en Europe. Les autorités norvégiennes, estimant que certaines régions de leur pays d'origine sont désormais sûres, devraient prochainement procéder au renvoi de 130 jeunes Afghans. Le programme prévoit que l'État norvégien aide ces jeunes à hauteur de 42.000 couronnes norvégiennes (4400€ environ), et finance le voyage de retour. Depuis septembre 2015, 223 mineurs Afghans auraient toutefois disparu des centres d'accueil de peur d'être renvoyés dans leur pays d'origine ; 109 d'entre eux seraient ailleurs en Europe, et 114 n'auraient pas laissé de traces.

Divers

Arrêt des subventions au Conseil islamique de Norvège

Le gouvernement a proposé au Storting (Parlement) que les subventions au titre de l'année 2017 ne soient pas versées au Conseil islamique de Norvège, faisant valoir que la confiance dans l'organisation était rompue. Il propose que ces fonds soient alloués à d'autres projets promouvant le dialogue inter-religieux.

Propositions du Parti travailliste sur le financement des communautés religieuses

Dans le cadre d'une consultation publique sur la réforme du financement des cultes, en cours jusqu'au 31 décembre, le Parti travailliste a présenté une proposition d'encadrement des subventions. Il souhaite que les aides publiques ne soient versées qu'aux organisations religieuses dont la direction est élue démocratiquement, et est composée d'au moins 40% de femmes. «Les positions conservatrices sont autorisées, mais nous ne souhaitons pas financer la discrimination à l'égard des femmes », a justifié Hadia Tajik, vice-présidente du Parti travailliste.

La médiatrice pour la parité et la non-discrimination demande un plan de lutte contre la haine des musulmans

Hanne Bjustrøm, médiatrice pour la parité et la non-discrimination, demande au gouvernement Solberg de présenter un plan d'action contre les discours anti-musulmans, à l'instar du plan d'action contre l'antisémitisme. En se penchant notamment sur les médias et les débats en ligne, la médiatrice s'attache actuellement à recenser les groupes cibles, les auteurs des commentaires haineux et les thématiques abordées. Mme Bjustrøm présentera ses recommandations en novembre.

Coupes budgétaires pour les prisons

Selon les chiffres du Bureau des statistiques norvégien (SSB), 4056 personnes étaient incarcérées en Norvège, au début de l'année 2015. 65% d'entre elles étaient condamnées à une peine de prison, 26% détenues en attente de jugement, 5,5% placées sous surveillance électronique (bracelet), et 2% en garde à vue. Les hommes constituent 95% de la population carcérale, un taux stable ces dernières années. Parmi les personnes condamnées à des peines de prison, 57% l'étaient pour violences et pour usage de drogues, 13% pour vol, et 12% pour avoir commis des infractions à caractère sexuel. Depuis 2013, le nombre de détenus de 30 ans et plus a augmenté régulièrement. En 2015, ils étaient 68% à être dans ce cas. À l'inverse, la proportion de jeunes de moins de 25 ans a baissé de 22% depuis 2012.

Pour son budget de 2018, le gouvernement prévoit d'attribuer 24 Millions de couronnes (2.5 millions d'euros) de moins aux prisons. Le personnel pénitentiaire est d'autant plus inquiet par cette annonce que le nombre de cas de violences carcérales enregistrées a doublé depuis 2014. Himanshu Gulati, secrétaire d'État auprès du Ministère de la justice considère, pour sa part, que les prisons sortent gagnantes du budget de cet année, notamment avec 1 Milliard de couronnes (105 millions d'euros) allouées à la construction d'une nouvelle prison dans le sud du pays et à l'augmentation du nombre de personnes formées pour travailler dans les services pénitentiaires.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Démantèlement de la mine Svea/Lunckefjell

La ministre du commerce et de l'industrie, Monica Mæland, s'est rendue au Svalbard les 30 et 31 octobre pour expliquer à la population locale la décision du gouvernement de fermer la mine Svea/Lunckefjell. En effet, alors que la compagnie minière Store norske souhaitait un renouvellement du soutien financier de l'État, le gouvernement a annoncé le 12 octobre lors de la présentation du budget 2018 que 141 millions de couronnes (environ 15 millions d'euros) seraient alloués au démantèlement de la mine. La ministre a été accueillie par des opposants au projet lors de son arrivée à Longyearbyen.

Santé et Protection sociale

Dépistage des déficits immunitaires chez les nouveau-nés

En Norvège, les nouveau-nés de six hôpitaux pilotes sont soumis à un dépistage systématique de 23 maladies curables. A partir du 1^{er} janvier 2018, deux nouveaux tests viendront s'ajouter à cette liste : déficit immunitaire

combiné sévère et déficit en HMG-CoA. Cette campagne de dépistage a permis de détecter trois cas parmi les 15 000 nourrissons soumis aux tests, depuis son lancement en 2015.

Prise de rendez-vous chez les médecins généralistes

La réglementation en vigueur prévoit que tous les cabinets médicaux disposent d'un système de prise de rendez-vous en ligne. Une enquête du Conseil des consommateurs sur l'accessibilité des services médicaux montre toutefois que seul 2,5% des médecins généralistes proposent un tel service. Le Ministre de la santé Bent Høie, a annoncé qu'il se donnait deux ans pour que ce problème soit réglé. Il prévoit, par ailleurs, la possibilité de mettre en place un système de consultation vidéo. Le président de l'Association norvégienne des médecins généralistes explique que la prise de rendez-vous sur internet permet de gagner du temps. Il ressort de l'enquête, toutefois, que de nombreux patients préfèrent prendre rendez-vous par téléphone, et que les cabinets médicaux répondent plus rapidement aux appels qu'aux mails, mais que les horaires disponibles pour appeler sont limités.

Décès causés par la grippe

Selon le dernier rapport de l'Institut de la santé norvégien sur la grippe, le nombre de décès causés par la maladie en 2016 – 1700 personnes – aurait doublé par rapport à 2015.

Taux de survie au cancer et tabagisme

Selon un rapport du Registre norvégien du cancer qui vient d'être publié, 22% des femmes et 16% des hommes qui ont été diagnostiqués d'un cancer du poumon survivent dans les 5 ans qui suivent. Ceci correspond au meilleur taux de survie jamais atteint pour ce type de maladie. Le cancer du poumon est le troisième cancer le plus fréquent en Norvège, après celui de la prostate et celui du sein. Actuellement, 20% des personnes atteintes d'un cancer du poumon survivent, contre seulement 6% il y a 40 ans. 90% des personnes concernées par le cancer du sein ou de la prostate survivent. Les causes principales de ce meilleur taux de survie sont un dépistage plus précoce et des traitements plus efficaces. Le nombre de cas de cancers du poumon a augmenté de manière constante depuis les années 60, mais il semble s'être stabilisé pour les hommes, alors qu'il continue à augmenter pour les femmes. La proportion de fumeurs est passée d'un tiers de la population il y a vingt ans, à 12% aujourd'hui, et la majorité des fumeurs ont plus de 50 ans. 60% des fumeurs quotidiens envisagent de cesser de fumer, et 80% déclarent avoir essayé d'arrêter au moins une fois.

Droits des femmes/ Enfance/ Famille

Budget 2018 : un volet consacré à la lutte contre la violence faite aux enfants

Le gouvernement a annoncé une rallonge budgétaire de 54 Millions de couronnes norvégiennes (5.7 millions d'euros) à la lutte contre les violences faites aux mineurs. « *Nous espérions une hausse de 500 Millions de NOK (5.7 millions d'euros) [...] C'est une insulte faite aux enfants. Cela donne l'impression que le gouvernement ne prend pas au sérieux les violences contre les enfants* », constate Anne Lindboe, médiatrice à l'enfance. Elle regrette également que le gouvernement ait annoncé un versement de 200 Millions de couronnes (21 millions d'euros) aux communes pour la prévention des violences (centres médicaux, infirmières scolaires), mais sans les obliger à utiliser ces fonds dans ce domaine. Cette hausse budgétaire est « très décevante », et devrait seulement suffire à accueillir un public en hausse dans les hôpitaux et les commissariats de police, d'après UNICEF Norvège.

Baisse du taux de fécondité

Le taux de fécondité est en baisse ces dernières années : les Norvégiennes avaient en moyenne 1,98 enfant en moyenne en 2009, elles ont en aujourd'hui 1,71. La part d'enfants nés de parents étrangers est quant à elle en hausse : 27% en 2016 contre 15% en 2006. Le taux de fécondité chez les étrangers (1,86) est toutefois à peine supérieur à celui du reste de la population. Les couples étrangers ayant le plus d'enfants sont originaires de Pologne, de Somalie et de Lituanie.

Congés paternité ramenés à 14 semaines

Le Storting (Parlement) vient de rétablir les congés paternité à 14 semaines, qui avaient été réduit à 10 semaines par le gouvernement Solberg à son arrivée au pouvoir en 2013.



SUÈDE

Population totale	9,779,000
Revenu national brut par habitant (\$ internationaux PPA)	44 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	81/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	69/43
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant (\$ int.)	5.219
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	11.9
Taux de fécondité	1.9

Source : OMS, 2015
*Banque mondiale, 2015

Affaires sociales

Education

L'école à but lucratif *Internationella Engelska Skolan* reçoit des fonds publics supplémentaires

Bien qu'elle enregistre de très bons résultats, l'école libre internationale *Internationella Engelska Skolan* (IES) reçoit une aide supplémentaire de 20 millions de couronnes (2 millions d'euros) de l'Agence nationale suédoise de l'éducation, qui comparativement aux aides reçues par les écoles municipales de la ville de Stockholm, est la plus importante.

Le ministre de l'Education, Gustav Fridolin, déplore que IES bénéficie d'une part si importante des fonds publics d'aide aux devoirs, alors que ses actionnaires réalisent un profit de 50 millions de couronnes suédoises (5.1 millions d'euros) par an. Pour éviter des situations similaires à l'avenir, Fridolin souhaite changer la réglementation actuelle pour s'assurer que des sommes similaires soient investies dans l'éducation au lieu d'être redistribuées sous forme de dividendes.

Durcir les exigences à l'encontre des écoles confessionnelles

Le gouvernement souhaite enquêter sur le cadre juridique qui permet la création d'écoles confessionnelles pour s'assurer que des valeurs telles que l'égalité et les droits de l'homme sont enseignées. Le ministre de l'Education, Gustav Fridolin, a souligné les incohérences du système actuel : la loi sur l'éducation qui assure que tous les enseignements dans les écoles et les jardins d'enfants sont non confessionnels entre en contradiction avec la convention européenne qui autorise les écoles privées à orientation confessionnelle.

Migration

L'agence suédoise des migrations paye des millions pour des services de conseil

L'agence suédoise pour les migrations, en retard sur son objectif de 80 000 décisions d'asile, espère accélérer le processus avec l'aide de la société de conseil McKinsey à laquelle elle prévoit de verser 1 900 couronnes par heure (environ 200€) pour les services de l'entreprise, pour un coût total de près de 4 millions de couronnes (409 000€ environ). L'agence avait déjà fait appel à McKinsey en 2008 après avoir échoué à atteindre son objectif de ne pas dépasser six mois dans la gestion des demandes d'asile.

Renvois en Afghanistan controversés

Les Verts veulent changer la loi suédoise afin de permettre aux mineurs non accompagnés venus d'Afghanistan en 2015 de rester en Suède. La ministre des Affaires étrangères, Margot Wallström (S), rejette la proposition au motif qu'il existe des zones sûres en Afghanistan. Amnesty International ne partage pas l'avis de l'Agence suédoise des migrations sur la situation sécuritaire en Afghanistan. Madelaine Seidlitz, avocate responsable des questions de migration au sein de l'organisation des droits de l'homme, a déclaré à Sveriges Radio qu'il n'y avait pas de zone de sécurité dans le pays aujourd'hui. Cependant, l'Agence des migrations affirme que si la situation sécuritaire en Afghanistan est grave, elle diffère selon les régions du pays, ce qui signifie que les personnes peuvent être expulsées vers certaines régions.

La politique d'asile suédoise doit travailler à plus d'intégration

Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, en visite en Suède, a fait l'éloge du pays pour avoir accueilli beaucoup de réfugiés mais craint que beaucoup d'entre eux aient du mal à s'intégrer. Il suggère d'améliorer en priorité l'accueil des enfants et des mineurs non accompagnés, à qui le bénéfice du doute en cas d'incertitude sur l'âge serait accordé, et les procédures de regroupement familial.

Le parti modéré veut rendre la politique migratoire plus dure

Trois ans après la déclaration de l'ancien chef du parti Fredrik Reinfeldt, demandant aux Suédois « d'ouvrir leur cœur aux demandeurs d'asile », les Modérés souhaitent désormais renforcer les frontières extérieures de l'UE et externaliser les demandes d'asile hors de l'UE. Un tel changement exigerait que la Convention de Genève soit révisée. Ils envisagent repenser le droit d'asile et la déchéance de citoyenneté, au risque de rendre une personne apatride.

La police des frontières demande des ressources supplémentaires

Au cours de la période 2015-2017, la moitié des quelques 63 000 personnes ayant reçu une décision d'expulsion ont quitté volontairement la Suède, mais environ 12 000 d'entre eux ont choisi d'entrer dans la clandestinité. Depuis le début de l'année, la police n'a réussi à effectuer que 3000 expulsions dû à des ressources et une collaboration avec l'Agence suédoise pour les migrations (Migrationsverket) insuffisantes, selon Patrik Engström, chef de la police des frontières.

Divers

La majorité des Stockholmois veut interdire la mendicité

Les résultats d'une enquête DN / Ipsos prouvent que 54% des habitants de Stockholm pensent que la mendicité devrait être interdite, alors que seulement 27% pensent qu'elle devrait être autorisée. L'année précédente, 55% était favorables à l'interdiction, contre 31%. L'enquête montre que 39% donnent de l'argent aux mendiants et 61% ne le font pas, les femmes et les personnes de 18 à 29 ans étant les deux catégories qui en donnent le plus souvent.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

De moins en moins de création d'entreprises en Suède

En septembre, 5 548 nouvelles entreprises ont été enregistrées en Suède, en baisse de 5,7% par rapport à l'année dernière, selon un communiqué du Swedish Companies Registration Office. Au total, moins d'entreprises ont été créées dans 16 des 21 comtés du pays. L'entrepreneuriat a le plus diminué à Västmanland et Gävleborg, avec respectivement une baisse de 29,3% et de 16,8%. Le nombre de nouvelles entreprises a augmenté le plus au Jämtland et en Dalécarlie. Les chiffres s'appliquent aux quatre formes de société les plus courantes, à savoir les sociétés à responsabilité limitée, commerciales, en commandite et les entreprises individuelles.

Nordea va supprimer 6 000 emplois dans les pays nordiques

L'annonce de la banque Nordea de suppression de 6000 emplois, correspondant à plus d'un dixième de ses effectifs, répond à la tendance générale des dix dernières années, période durant laquelle les quatre grandes banques suédoises ont supprimé 17 000 emplois, soit un cinquième des emplois du secteur bancaire du pays. Les analystes estiment que cette tendance est destinée à se poursuivre.

Le secteur de l'intérim progresse

Le marché de l'intérim est en progression et 1,6% de la population active occupe désormais un emploi sur ce marché. Les 35 premiers acteurs du secteur (dans l'ordre ; Manpower, Randstad, Adecco, Lernia et Academic Wok) réalisent un chiffre d'affaires cumulé de près de 3 milliards d'euros (27,1 milliards de couronnes).

Travail des seniors

Selon le syndicat Unionen, la part des salariés âgés d'au moins 65 ans a doublé depuis l'an 2000. Cette évolution s'explique à la fois par une meilleure santé générale des seniors, mais surtout par les effets de la mise en place du nouveau régime de retraite en 1998, qui introduit une forte corrélation entre les cotisations versées et le montant des annuités perçues après le départ à la retraite. Parallèlement, depuis 2001 les employeurs ne peuvent plus s'opposer à ce que les salariés restent dans leur emploi jusqu'à 67 ans.

Projet de réforme fiscale

La ministre des Finances, Magdalena Andersson (S) souhaite mettre en place une vaste réforme fiscale : augmentation des taxes sur les plus-values et réduction de l'impôt sur le revenu. Elle espère qu'un accord pourra être conclu avec le Parti du Centre et les Libéraux jetant les bases d'une coopération entre les partis après les prochaines élections. Cependant, alors que le Parti du Centre veut abaisser le taux d'imposition au niveau de la moyenne de l'OCDE, ce qui signifierait 400 milliards de couronnes (41 milliards d'euros) en moins, Andersson exprime son opposition : « Si vous réduisez les impôts à la moyenne de l'OCDE, le système de protection sociale sera également ramené à la moyenne de l'OCDE ».

Réformes de l'apprentissage et de la formation professionnelle

Le gouvernement entame la seconde partie de ses grands chantiers sociaux avec une réforme de l'apprentissage. Quatre groupes de travail devraient être constitués pour réfléchir aux changements à apporter. L'objectif est de rendre l'apprentissage plus accessible avec une révision du contenu des programmes de formation mais aussi de revaloriser cette filière.

La formation professionnelle devrait aussi être réformée : le gouvernement souhaite établir des labels assurant la qualité des formations et les débouchés qu'elles offrent et personnaliser le parcours de formation, permettant à chacun d'adapter son programme selon ses priorités professionnelles.

À la suite d'un dialogue avec les municipalités suédoises, les conseils de comté et les syndicats, le gouvernement a ouvert la possibilité de former des salariés, actuellement employés à durée déterminée dans le secteur des soins aux personnes âgées et qui grâce à la formation, pourront obtenir un emploi à durée indéterminée.

L'objectif de la formation est de renforcer la position de long terme sur le marché du travail de ces employés, ayant amélioré leurs compétences, mais aussi d'accroître la qualité des soins reçus par les personnes âgées. Avec ces changements, le gouvernement attend des partenaires sociaux concernés qu'ils jouent un rôle actif dans la réduction du chômage pour les personnes éloignées du marché du travail.

Le Championnat du monde de la formation professionnelle à Abu Dhabi

Le Championnat du monde de la formation professionnelle (World Skills Competition) s'est tenu aux Émirats arabes unis du 14 au 19 octobre, réunissant 1 300 jeunes professionnels de moins de 23 ans de 77 pays. La Ministre pour la formation professionnelle Anna Ekström a accompagné l'équipe suédoise à Abu Dhabi pour assister au Sommet de l'EFTP, réunion ministérielle sur la formation professionnelle organisée simultanément. Elle s'est entretenue également avec Hussain Ibrahim Al Hammadi, Ministre de l'Éducation des Emirats Arabes Unis, et a eu des entretiens bilatéraux sur la formation professionnelle avec Sanni Grahn-Laasonen, Ministre de l'Éducation en Finlande, et Ong Ye Kung, Ministre de l'enseignement supérieur et de la formation à Singapour.

Mission d'étude des différences de sortie du marché du travail entre les femmes et les hommes

Le gouvernement donne à l'Inspection de la sécurité sociale (ISF) la tâche d'étudier les différences de sortie du marché du travail (l'âge de la retraite):

- ISF étudiera les différences entre les femmes et les hommes ainsi qu'entre différents groupes sur le marché du travail, à quel moment et de quelle manière ils quittent le marché du travail.
- ISF fera une comparaison entre les différentes mesures de sortie et expliquera les différences.

La mission doit être rapportée au Ministère des Affaires sociales d'ici le 1^{er} mai 2018.

Santé et Protection sociale

Projet de loi pour la réintégration des employés affectés par le stress

La ministre de la Santé et des Affaires sociales, Annika Strandhäll (S), veut légiférer sur les interventions pour les personnes affectées par le stress, dont le nombre de cas a doublé en 10 ans. Le gouvernement prépare un projet de loi qui somme l'employeur, dans le mois qui suit un congé maladie de long terme, de créer un plan pour réintégrer l'employé au travail. « Pour une personne en congé de maladie en raison d'un diagnostic psychiatrique, le retour au travail doit être organisé et l'entreprise impliquée dans sa réinsertion », a déclaré Strandhäll à SVT.

La Ministre des Affaires sociales lance une conférence internationale sur les retraites

La Ministre des Affaires sociales, Annika Strandhäll, s'est rendue à Rome les 4 et 5 octobre 2017 pour lancer une conférence sur les retraites et le futur système de retraite, organisée conjointement par la Suède, l'Italie et la Banque mondiale. C'est la troisième conférence conjointe pour les pays qui, comme la Suède, ont des régimes de retraite où la pension finale est basée sur toutes les cotisations versées au cours de la vie.

La Ministre suédoise a déclaré : *« Le nouveau système de retraite suédois fonctionne fondamentalement bien, mais après 20 ans, nous pouvons également dire que dans certains domaines, il doit être amélioré afin d'assurer un système soutenable à long terme. Discuter de ces enjeux dans une perspective internationale nous permettra d'apprendre des autres. »*

L'impact de Brexit sur les systèmes de sécurité social suédois

La caisse d'assurance sociale et l'office des retraites ont été chargés d'analyser les conséquences de la sortie du Royaume-Uni de l'UE pour les suédois. Environ 100 000 Suédois vivent et travaillent aujourd'hui au Royaume-Uni. Sur la base des analyses, des mesures à prendre pour assurer une coordination future efficace des systèmes de sécurité suédois et britanniques seront proposées. Un rapport de mi-parcours sera publié le 31 janvier 2018 et le rapport final de la mission soumis au Ministère des Affaires sociales avant le 29 mars 2019.

Les soins de santé suédois pour l'exportation.

Le groupe de travail *Team Sweden Care and Health* a été chargé, par le gouvernement, de promouvoir les exportations suédoises dans le secteur de la santé, des soins, de la médecine, de la biomédecine et de la technologie médicale. Il réunit au total 27 représentants issus des Ministères des affaires sociales, de l'Economie, des affaires étrangères, de l'éducation, de Swecare, de Business Sweden, de l'agence pour la santé publique, pour les produits pharmaceutiques, pour la participation, de la Direction des affaires sociales et de la santé et de l'Institut Karolinska. Ils auront pour objectif d'établir un dialogue entre des acteurs privés, publics et académiques et d'identifier comment les soins de santé suédois peuvent devenir des produits d'exportation compétitifs.

« Les solutions globales suscitent un vif intérêt dans de nombreux pays, où une aide est requise pour construire un hôpital par exemple. Différentes entreprises et autorités doivent se coordonner pour proposer une offre conjointe », explique la Secrétaire d'Etat à la Santé Agneta Karlsson. La Suède doit donc proposer des solutions 'tout compris' comme « un centre de santé », « un hôpital » ou « une maison de retraite » qui intéresseront les marchés à fort potentiel comme celui de l'Inde, la Chine, l'Indonésie, le Brésil, le Japon et la Corée. Une partie importante du travail consiste à pouvoir intégrer ces solutions de soins de santé.

Encourager les industries pharmaceutiques à développer de nouveaux antibiotiques

L'autorité de santé publique a été chargée de proposer des moyens de promouvoir le développement de nouveaux antibiotiques, à partir d'une analyse détaillée des travaux nationaux et internationaux en cours. Le rapport, qui sera rendu au Ministère des Affaires sociales au plus tard le 31 décembre 2018, devrait contenir des mesures incitatives pour encourager les industries pharmaceutiques à investir dans le développement de nouveaux antibiotiques.

Une augmentation des impôts locaux à prévoir en raison de l'augmentation du recours à la santé

Selon le rapport bi-annuel de l'Association suédoise des autorités locales et des régions (Sveriges Kommuner och Landsting ou SKL), les municipalités et les conseils de comté enregistrent un écart toujours plus important entre les dépenses et les recettes, en grande partie en raison de l'augmentation du recours aux soins de santé. D'ici 2021, l'écart s'élèvera à 59 milliards de SEK. La présidente de SKL, Lena Micko, a déclaré à TT qu'une augmentation des impôts locaux et régionaux ou des subventions gouvernementales seraient à prévoir dans les prochaines années, nécessaires mais pas suffisante pour résoudre le problème.

Espérance de vie suédoise

L'espérance de vie en Suède atteint désormais 84,5 ans pour les femmes et 81,2 ans pour les hommes. Pour les personnes avec un diplôme de l'enseignement supérieur, l'espérance de vie atteint même 86,5 ans pour les femmes et 84,1 ans pour les hommes.

Mission sur la mortalité liée à la drogue et les soins aux jeunes délinquants

Le gouvernement a mandaté l'Agence pour la santé publique et la Direction des affaires sociales et de santé afin de collecter des informations sur les risques d'overdose. Le rapport sera présenté au Ministère des Affaires sociales d'ici le 31 mai 2018.

La Direction des affaires sociales et de la santé est également chargée de mener une étude sur les soins fournis par les services sociaux aux enfants et adolescents de moins de 20 ans poursuivis pour délit. La mission doit être

effectuée en consultation avec le service de police, les services pénitenciers, le Conseil des institutions de l'État et le Conseil de prévention du crime.

Le gouvernement veut améliorer les conditions de vie des personnes transsexuelles

L'agence de la santé publique a été chargée de conduire une étude approfondie, rendue avant le 1^{er} octobre 2019, sur la prévention du suicide chez les personnes transsexuelles et plus particulièrement chez les jeunes transgenres. L'Agence a reçu une enveloppe de 1 600 000 couronnes suédoises (168 000 €) dont 600 000 couronnes suédoises (63 000 €) seront alloués aux organismes à but non-lucratif œuvrant dans ces domaines. Le gouvernement a également versé près de deux millions de couronnes suédoises (210 000 €) dans le but d'accroître la visibilité de la communauté LGBT pour tendre vers plus de tolérance.

Pauvreté cachée à Stockholm

Lotta Ståfström, la présidente de Stadsmissionen, la mission locale de Stockholm, affirme que la pauvreté en Suède est invisible, contredisant le rapport « Agenda 2030 » du gouvernement qui prétendrait que la « pauvreté absolue n'existe pas ». Pour Ståfström, cette invisibilité est un obstacle à l'adoption d'une stratégie de lutte contre la pauvreté bien que nécessaire.

Droits des femmes / Enfance / Famille

La Suède : le meilleur élève de l'UE en matière d'égalité des sexes

La Suède est en tête de liste européenne en matière d'égalité des sexes, d'après un rapport de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes. L'indice utilisé mesure le développement dans six domaines: le marché du travail, la santé, le temps, l'économie, l'éducation et le pouvoir. Sur 100 points considérés comme l'égalité totale, la Suède obtient 82,6 points, suivie du Danemark (76,8 points). La Finlande et les Pays-Bas arrivent à la troisième place du classement. Au bas de la liste figurent la Grèce, la Hongrie et la Slovaquie. La moyenne de l'UE est de 66,2 points et la France totalise 72,6 points. Le rapport note un «rythme d'escargot» global en matière d'égalité des sexes. La ministre de l'égalité des genres suédoise Åsa Regnér s'est exprimée à cette occasion à Bruxelles : « *Le classement suédois montre que notre engagement en faveur de l'égalité des genres porte ses fruits, même si ce résultat ne doit pas nous inciter à relâcher nos efforts.* »

La réponse des pouvoirs publics face au constat de violences, maltraitance et harcèlement

Åsa Regnér (S), Ministre des Enfants, des Personnes Âgées et de l'Égalité des Sexes, a rappelé, à l'occasion de rassemblements pour l'égalité des droits à Stockholm, qu'il est du devoir des hommes de manifester leur soutien dans la lutte contre les violences sexuelles, la maltraitance et le harcèlement. La Ministre s'est dite en faveur de l'initiative de nombreuses femmes qui témoignent sur les réseaux sociaux utilisant le hashtag "MeToo".

Pour la ministre, ces situations révèlent un problème de société sérieux, pour lequel les pouvoirs publics ont lancé une stratégie d'un milliard de couronnes et chargé les autorités, le pouvoir judiciaire et la police de travailler sur la question. « L'accent est mis sur la prévention de la violence » a déclaré Mme Regnér, rappelant que les enfants et adolescents d'aujourd'hui seront les hommes et femmes de demain.

Cette campagne a également fait réagir le Parlement qui compte réfléchir à une loi plus stricte en matière de harcèlement mais aussi de violences sexuelles. Le président du parti de gauche, Jonas Sjöstedt, convient que la Suède doit durcir la législation «par exemple en adoptant une loi sur le consentement» et la leader du parti démocrate-chrétien, Ebba Busch Thor, veut voir une véritable punition en cas de viol.

La ministre des Finances, Magdalena Andersson (S), a annoncé une augmentation du budget pour prévenir la violence des hommes contre les femmes. "*Nous devons veiller à investir les ressources de la meilleure façon possible*", a-t-elle déclaré à SvD Näringsliv. SvD a constaté que les coûts annuels imputables à la violence des hommes envers les femmes s'élèvent à au moins 13 milliards de couronnes (1.3 million d'euros) par an. Selon les méthodes de calcul, les coûts peuvent être presque quatre fois plus élevés. Magdalena Andersson estime qu'il est important de discuter des conséquences économiques de la violence des hommes contre les femmes, bien qu'il s'agisse avant tout d'une question de souffrance humaine. Augmenter les ressources financières de la police et les subventions aux organisations d'aide aux femmes sont deux solutions que la ministre envisage.

Plus d'appels à la police après la campagne #metoo

Le nombre de dépôt de plainte pour harcèlement sexuel et viols a augmenté depuis le début de la campagne #metoo. Sveriges Radio rapporte que la police de la région de l'ouest de la Suède reçoit plusieurs appels par jour de femmes, encouragées par la campagne. Le nombre de cas non déclarés de crimes liés au sexe est considéré comme important en Suède.

Intégration de la dimension de genre dans les agences publiques

L'agence pour le management public a été chargée d'évaluer le travail sur l'intégration de la dimension de genre dans les agences publiques. Les résultats suggèrent que l'égalité entre les sexes devrait être incluse et prise en compte dans toutes les décisions, à tous les niveaux et dans tous les processus. Grâce au programme de développement du gouvernement pour l'égalité entre les sexes dans les agences publiques, prévu sur la période 2013-2018, 59 autorités et une organisation ont eu l'occasion de débiter ou de développer ce travail avec le soutien du Secrétariat national sur la recherche sur le genre. L'évaluation de l'agence pour le management publique, qui présentera son rapport final d'ici le 30 septembre 2019, servira de base à la fois à l'agence pour l'égalité des sexes pour mettre en œuvre un programme futur pour l'égalité des sexes et pour des initiatives similaires dans d'autres domaines politiques.

Poursuite du dialogue sur l'amélioration des soins liés à la grossesse

La Ministre des Affaires sociales, Annika Strandhäll, a invité, mercredi 18 octobre, des représentants de l'association suédoise des sages-femmes, l'association suédoise d'obstétrique et de gynécologie, l'association des femmes médecins et le lobby des femmes à poursuivre le dialogue sur les solutions d'amélioration de la prise en charge de l'accouchement et la santé des femmes.